

Arrêt

n° 322 685 du 28 février 2025
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître S. JANSSENS
Rue du Congrès 49
1000 BRUXELLES

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et désormais par la
Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 4 janvier 2024, par X, qui se déclare de nationalité tunisienne, tendant à la suspension et l'annulation « de la décision déclarant sa demande d'autorisation au séjour pour motifs médicaux non fondée, ainsi que de l'ordre de quitter le territoire qui en est le corollaire, pris le 21.11.2023 et notifiés le 5.12.2023 (...) ».

Vu le titre 1er *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 12 décembre 2024 convoquant les parties à l'audience du 17 janvier 2025.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me S. JANSSENS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et C. ORBAN, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant a déclaré être arrivé sur le territoire belge le 27 novembre 2017 muni de son passeport revêtu d'un visa valable du 7 novembre 2017 au 26 janvier 2018.

1.2. Par un courrier daté du 2 juillet 2018, il a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9^{ter} de la loi, laquelle a été déclarée non fondée par une décision prise par la partie défenderesse le 23 novembre 2018 et assortie d'un ordre de quitter le territoire. Un recours a été introduit contre cette décision auprès du Conseil de céans, lequel l'a annulée par un arrêt n° 246 642 du 22 décembre 2020.

1.3. Par un courrier daté du 6 avril 2021, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9*bis* de la loi, laquelle a fait l'objet d'une décision d'irrecevabilité

prise par la commune de Woluwe-Saint-Lambert le 14 avril 2021. Un recours a été introduit contre cette décision auprès du Conseil de céans qui l'a annulée par un arrêt n°288 639 du 9 mai 2023.

1.4. En date du 20 janvier 2022, la partie défenderesse a repris une nouvelle décision déclarant recevable mais non-fondée la demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois introduite le 2 juillet 2018 sur la base de l'article 9ter de la loi, assortie d'un ordre de quitter le territoire. Le requérant a introduit un recours contre ces décisions devant ce Conseil qui les a annulées au terme de l'arrêt n°278 631 du 11 octobre 2022.

1.5. Le 21 novembre 2023, la partie défenderesse a pris une nouvelle décision déclarant recevable mais non-fondée la demande d'autorisation de séjour précitée de plus de trois mois introduite le 2 juillet 2018 sur la base de l'article 9ter de la loi, assortie d'un ordre de quitter le territoire.

Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

- S'agissant de la décision déclarant recevable mais non-fondée la demande d'autorisation de séjour :

« Le problème médical invoqué ne peut être retenu pour justifier la délivrance d'un titre de séjour conformément à l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, comme remplacé par l'article 187 de la loi du 29 Décembre (sic) 2010 portant des dispositions diverses.

L'intéressé invoque un problème de santé, à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, justifiant une régularisation de séjour en Belgique. Le Médecin de l'Office des Etrangers (OE), compétent pour l'évaluation de l'état de santé de l'intéressé et, si nécessaire, pour l'appréciation des possibilités de traitement au pays d'origine et/ou de provenance, a ainsi été invité à se prononcer quant à un possible retour vers la Tunisie, pays d'origine du requérant.

Dans son avis médical remis le 20.11.2023, (joint en annexe de la présente décision sous pli fermé), le médecin de l'OE affirme que l'ensemble des traitements médicamenteux et suivi requis sont disponibles au pays d'origine du demandeur, que ces soins médicaux sont accessibles au requérant, que son état de santé ne l'empêche pas de voyager et que dès lors, il n'y a pas de contre-indication d'un point de vue médical à un retour du requérant à (sic) son pays d'origine.

Dès lors, le certificat médical fourni ne permet pas d'établir que l'intéressé souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il existe un traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne ».

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire :

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application des articles suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

- o *En vertu de l'article 7, alinéa 1er, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 :*

L'intéressé n'est pas en possession d'un visa valable

Dans le cadre de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 " Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné." La situation a été évaluée lors de la prise de cet ordre de quitter le territoire. Cette évaluation est basée sur tous les éléments actuellement dans le dossier :

1. Unité familiale : pas de preuve de liens effectifs et durables

2. Intérêt de l'enfant : pas d'enfant

3. Santé : l'avis médical du 20.11.2023 stipule qu'il n'y a pas de contre-indication à un retour au pays d'origine ».

2. Exposé du moyen d'annulation

Le requérant prend un premier moyen « de la violation des articles 9ter et 62, §2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du principe de bonne administration, dont le devoir de soins (sic) et de minutie, et de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

Il expose ce qui suit :

« Il n'est pas contesté qu'[il] souffre d'une maladie qui l'expose à des traitements incompatibles avec l'article 3 de la Convention s'il n'a pas accès à un traitement adéquat.

L'examen d'une demande d'autorisation au séjour pour motifs médicaux implique que l'ensemble du traitement actif actuel soit pris en considération. C'est sur base de cet examen que sont ensuite investigués (*sic*) la disponibilité et l'accessibilité des traitements au pays d'origine.

Le Médecin-conseiller affirme, dans l'avis médical du 20.11.2023, que le Levocetirizine « est un médicament antiallergique », qu' « un médecin écrit que son patient n'a pas d'allergie connue » et, par conséquent, que " la disponibilité de ce médicament inutile ne sera donc pas recherchée au pays de retour ».

Le Levocetirizine n'est pas uniquement un médicament antiallergique. Il traité (*sic*) également, selon la base de données publique du Ministère de la santé français, des « symptômes de l'urticaire idiopathique chronique ». Pour rappel, [il] rencontre des difficultés de cicatrisation de son moignon, suite à l'amputation, et a notamment été suivi par un dermatologue dans ce cadre.

Le Médecin-conseiller ne peut, dans ce contexte, écarter une partie [de son] traitement médicamenteux au motif que le certificat médical du 25.2.2022 mentionne à la fois que le patient n'a pas d'allergie connue, et que son traitement médicamenteux comprend notamment le Levocetirizine.

Si le Médecin-conseiller avait un doute quant au traitement actif, il ne pouvait écarter les informations contenues dans les certificats médicaux qui lui sont soumis - en substituant sa propre appréciation à celle du médecin spécialisé qui [le] suit - sans interroger son confrère quant à ce.

L'article 9ter, §1^{er}, in fine de la loi du 15.12.1980 dispose que :

L'appréciation du risque visé à l'alinéa 1er, des possibilités de traitement, leur accessibilité dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne et de la maladie, son degré de gravité et le traitement estimé nécessaire indiqués dans le certificat médical, est effectuée par un fonctionnaire médecin ou un médecin désigné par le ministre ou son délégué qui rend un avis à ce sujet. Ce médecin peut, s'il l'estime nécessaire, examiner l'étranger et demander l'avis complémentaire d'experts.

L'article 6 du Code de déontologie médicale se lit comme suit :

*Le médecin est conscient des limites de ses connaissances et de ses possibilités.
Si l'intérêt du patient le justifie, le médecin sollicite l'avis de confrères ou d'autres professionnels des soins de santé. Le cas échéant, il propose au patient de l'adresser à un autre praticien qualifié (...)*

Cet article est commenté comme suit :

*Le médecin sollicite, si nécessaire, l'avis de confrères ou d'autres professionnels des soins de santé pour des questions spécifiques.
Tout praticien a le devoir d'adresser son patient à un autre prestataire de soins compétent lorsque le problème de santé excède son propre domaine de compétence. Il l'indique dans le dossier patient.
L'approche pluridisciplinaire ou interdisciplinaire des soins de santé contribue à une pratique de qualité pour le patient. Dans une équipe pluridisciplinaire, chaque acteur est complémentaire et responsable. Le médecin doit être conscient des limites de ses connaissances et possibilités.*

La reconnaissance de la limite des connaissances, et le nécessaire renvoi vers un confrère spécialisé, est désormais inscrit dans la loi. L'article 9 de la loi du 22.4.2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé :

Le professionnel des soins de santé réfère son patient vers un autre professionnel des soins de santé compétent en la matière lorsque le problème de santé ou les soins de santé requis excèdent son propre domaine de compétence.

La même conclusion s'impose en l'espèce : le médecin conseiller, qui n'est pas spécialisé en oncologie, en chirurgie ou en dermatologie, devait reconnaître que [son] problème de santé excède son propre domaine de compétence, et faire usage de la possibilité offerte par l'article 9ter §1^{er} in fine s'il entend contester le traitement prescrit par le médecin spécialisé qui assure [son] suivi depuis plusieurs années. A défaut, la décision n'est pas valablement motivée, est adoptée en violation de l'ensemble des principes et dispositions visées (*sic*) au moyen, pris avec l'article 6 du Code de déontologie médicale, et de l'article 9 de la loi du 22.4.2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé.

A tout le moins, Votre Conseil constatera que l'examen de la disponibilité des traitements est incomplet : la disponibilité du Levocetirizine n'a pas été recherchée. Si le Médecin-conseiller ne souhaitait pas faire usage de la possibilité offerte par l'article 9ter §1^{er} in fine de la loi, il devait alors rechercher la disponibilité de l'ensemble du traitement médicamenteux prescrit sous peine de violer l'ensemble des dispositions visées au moyen ».

3. Discussion

3.1. Sur le premier moyen, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle de légalité. Dans le cadre de ce contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., 6 juillet 2005, n°147.344).

En l'espèce, le Conseil observe, à la lecture du rapport médical du médecin conseil de la partie défenderesse établi en date du 20 novembre 2023 et qui sert de fondement à l'acte attaqué, qu'après avoir relevé que les pathologies du requérant consistaient en un « Statut post cure d'ostéosarcome du fémur G avec arthrodèse du genou » et en une « Cure chirurgicale de deux métastases pulmonaires en I/2022 », ledit médecin conseil a examiné la disponibilité de son traitement actuel, à l'exception du Levocetirizine pour lequel il a estimé ce qui suit : « Notons ici qu'un médecin écrit que son patient n'a pas d'allergie connue mais assez curieusement prescrit Levocetirizine qui est un médicament antiallergique ; la disponibilité de ce médicament inutile ne sera donc pas recherchée au pays de retour ». Or, comme le relève le requérant en termes de requête, « ledit médicament traite également, selon la base de données publique du Ministère de la santé français, des « symptômes de l'urticaire idiopathique chronique » ». Dès lors, en se contentant de supprimer le Levocetirizine du traitement du requérant en raison de sa prétendue inutilité vu l'absence d'allergie dans son chef, sans toutefois s'expliquer davantage sur les raisons pour lesquelles il s'écarte de l'avis du médecin spécialiste, cheffe de clinique, qui suit le requérant depuis des années, lequel a subi une amputation et présenté des métastases pulmonaires selon son attestation médicale datée du 25 février 2022, et qui a estimé nécessaire ledit médicament après un examen clinique détaillé qui mentionne « Plais nettes et non inflammatoires, palpation gril costal antérieur zone péri-mamelonnaire douloureuse », le médecin conseil, généraliste qui ne prétend pas avoir examiné le requérant, a insuffisamment et inadéquatement motivé la décision entreprise.

3.2. Par conséquent, le premier moyen est fondé en tant qu'il est pris de la violation de l'article 62, §2, de la loi et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et suffit à justifier l'annulation de la décision querellée. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres moyens qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

3.3. Par ailleurs, le Conseil estime qu'il est indiqué, pour la clarté dans les relations juridiques et partant pour la sécurité juridique, de faire disparaître l'ordre de quitter le territoire attaqué de l'ordonnancement juridique, qu'il ait ou non été pris valablement à l'époque. En tout état de cause, rien n'empêchera la partie défenderesse de délivrer un nouvel ordre de quitter le territoire au requérant si elle rejette, le cas échéant, à nouveau, la demande d'autorisation de séjour introduite par ce dernier (dans le même sens, CCE, arrêt n°112 609, rendu en assemblée générale, le 23 octobre 2013).

4. Débats succincts

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision déclarant recevable mais non-fondée la demande d'autorisation de séjour du requérant et l'ordre de quitter le territoire qui l'assortit, pris le 21 novembre 2023, sont annulés.

Article 2

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit février deux mille vingt-cinq par :

V. DELAHAUT,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
A. IGREK,	greffier.

Le greffier	La présidente,
-------------	----------------

A. IGREK	V. DELAHAUT
----------	-------------